

BOUTEFLIKA FIXE LA DATE DES LÉGISLATIVES DANS UN DISCOURS-SURPRISE

Le strict minimum

C'est finalement via une adresse à la nation que Bouteflika aura choisi de convoquer le corps électoral pour la tenue des élections législatives, le 10 mai prochain. Dans un discours d'une dizaine de minutes, prononcé jeudi, Bouteflika s'en est tenu au strict minimum. Les Algériens n'en ont retenu que la prestation de l'homme, d'ailleurs.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Comme à l'occasion du fameux discours du 15 avril 2011, c'est l'image qui frappe plus que le contenu : celle d'un président s'adonnant à une laborieuse lecture d'un discours prononcé sans le ton ni la conviction requises en pareilles circonstances. A aucun moment Bouteflika n'a quitté des yeux les feuilles qui accaparaient toute son attention. Pas la moindre fois il n'a relevé la tête pour regarder en direction de la caméra et, donc, du peuple algérien. Cette

sorte de détachement manifeste qu'avait produit l'image de l'intervention présidentielle ajoutée aux coupures brutales et aux plans mal ajustés de l'enregistrement sont autant de signes qui ne trompent pas. A l'évidence, c'en est là l'œuvre d'amateurs et non pas de professionnels de la communication. Preuve supplémentaire s'il en était besoin, aucun haut responsable — ou alors si peu — n'était au courant de cette intervention avant son annonce par la Radio nationale et l'ENTV, dans l'après-

midi du jeudi. Même l'agence officielle l'APS n'avait même pas annoncé ce discours. C'est dire que le choix d'une adresse à la nation directe, en place et lieu d'un simple communiqué de la présidence, annonçant la convocation du corps électoral, comme c'est d'usage lorsqu'il s'agit d'élections législatives et locales, est une décision prise par le cercle très restreint des proches de Bouteflika. L'homme voulait s'impliquer personnellement cette fois-ci, histoire de donner à la nation et, bien évidemment, à la communauté internationale des gages supplémentaires quant à la régularité du scrutin. «A la grâce d'Allah, nous entamerons la nouvelle étape des réformes par la tenue des élections

législatives qui auront lieu le 10 mai 2012, conformément au code électoral entré en vigueur», annonçait en effet le président qui n'avait pas manqué de rappeler que cela entraînait dans le cadre de «mon discours du 15 avril 2011 (où) je m'étais engagé à entreprendre l'approfondissement du processus démocratique et à asseoir les assises de l'Etat de droit (...)» Ceci, même si les législatives de mai prochain interviennent dans leur délai de rigueur ! Toujours est-il, Bouteflika se place au cœur du processus, en affirmant encore jeudi dernier que «toutes les dispositions ont été prises pour garantir la transparence des élections (...)». Des élections auxquelles, pour rappel, il ouvre cette fois

grandes les portes à une vingtaine de nouvelles formations politiques. De même qu'il a précédemment obtenu la participation du FFS lors d'un séjour éclair de Hocine Aït Ahmed, en mai 2011, à Alger. Le pouvoir, qui voulait à tout prix donner un cachet particulier à une échéance électorale pourtant ordinaire car intervenant dans les délais, aura tout prévu : pour faire de la place à tout le monde, même le nombre de sièges à la future Assemblée a été augmenté de pas moins de 73 ! Avec tout ce que cela implique comme dépenses supplémentaires pour l'Etat, en matière de rémunérations et d'entretien des parlementaires. Mais Ouyahia l'avait déjà dit : «La paix sociale n'a pas de prix.» **K. A.**

CONVOCATION DU CORPS ÉLECTORAL POUR LES LÉGISLATIVES DU 10 MAI PROCHAIN

Entre satisfaction et réserves de la classe politique

La réaction de la classe politique à la convocation par le président de la République du corps électoral pour les prochaines élections législatives fixées au 10 mai diffère d'un parti à un autre, selon l'appréciation faite par chacun de ce rendez-vous électoral.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ainsi, les partis politiques catalogués comme étant le substrat idéologique du système ou gravitant autour, comme le FLN et le MSP, et voyant en le prochain scrutin législatif comme un tournant décisif à même d'enraciner davantage l'exercice démocratique dans le pays, saluent, comme de tradition, les engagements pris par le premier magistrat du pays quant à la régularité de ces élections. Il en est de même parmi les nouveaux-nés à l'image de l'UDR de l'ancien bras droit de Saïd Sadi, Amara Benyounès,

du FAN de Djamel Benabdeslam ou encore de l'UFDS, de l'ancien ministre de l'Agriculture Nourredine Bahbouh, qui adoptent une similaire attitude avec, cependant, des nuances. Tout ce beau monde prend acte des engagements du président quant à assurer des législatives propres et honnêtes, un tube bien rodé puisque ronronné à satiété à chaque rendez-vous électoral, mais manifestent des appréhensions quant à la réalité du terrain. Et là, des divergences apparaissent avec des approches différentes parfois totalement contradictoires. Au moment où l'ancien bras droit de Saïd Sadi pense que les partis politiques ont une grande responsabilité dans la régularité du scrutin, appelant pour limiter des velléités de fraude à une participation massive des citoyens et à une coordination des partis politiques, l'ancien secrétaire général du

mouvement El Islah, tout comme l'ex-ministre de l'Agriculture se contentent de se limiter à dénoncer toute éventuelle fraude, mettant le doigt, une fois de plus, sur le non-respect, par le passé, de similaires directives et instructions.

Et aux côtés de ces leaders, il en est, à l'image de Sofiane Djillali, promoteur de Djil el Djadid, qui ne se font pas beaucoup d'illusions à propos de ces élections. L'ancien SG du PRA pense que le jeu est biaisé d'avance, en voulant pour preuve, cette soudaine prolifération de nouveaux partis politiques tous partants pour les législatives du 10 mai prochain. A suivre une partie de son argumentaire, on croirait entendre Saïd Sadi mais à l'inverse du leader du RCD dont la religion est faite à l'égard de cette élection, l'ancien collaborateur de Boukrouh préfère mettre à profit cette échéance électorale

dont il dit qu'elle est très loin d'être stratégique comme le susurrent des hommes politiques.

Mais un point commun à toute notre classe politique, entre la nouvelle et celle naissante et embryonnaire, le contexte de cette convocation est fait pour encourager une abstention qui, déjà, ne donne pas envie à dormir à beaucoup. L'occultation par le président de la République du drame qu'endurent des populations entières de nombre de régions du pays est mal perçue par tous. Il est inopportun, voire maladroit d'inviter les citoyens à aller voter au moment où ils éprouvent les pires difficultés à se procurer de quoi manger ou de quoi se chauffer et au moment où de nombreuses contrées du pays sont isolées depuis des jours, pense plus d'un quidam.

M. K.

RÉACTIONS... RÉACTIONS... RÉACTIONS... RÉACTIONS... RÉACTIONS...

KASSA AÏSSI
(PORTE-PAROLE DU FLN) :
«Nous prenons acte»

«Nous prenons acte des engagements du président pris lors de son discours du 15 avril dernier et qu'il est en train de mettre en œuvre moins d'une année après avec comme première étape de ces réformes, les prochaines législatives. Nous saluons les garanties données à travers les lois promulguées et l'accent mis sur les mécanismes institutionnels par le biais des commissions de contrôle et de suivi des élections composées de magistrats, comme souhaité par aussi bien les partis politiques que les représentants de la société civile lors des consultations de l'été dernier. Nous prenons acte, également, de la responsabilité incombée aux partis politiques mais aussi aux électeurs dans la réussite de ce scrutin. Nous saluons l'interdiction de visites officielles aux ministres candidats dans les wilayas où ils postulent à un mandat de député.»

MIDA KAMEL (CHARGÉ
À LA COMMUNICATION AU MSP) :
«Nous saluons le discours»

«Nous saluons ce discours qui incarne une réelle volonté politique de concrétiser les réformes promises. Nous regrettons, cependant, que le discours n'ait pas abordé le drame qui frappe une grande partie du pays du fait des intempéries qui durent depuis une dizaine de jours. Nous pensons que demander aux gens d'aller voter alors qu'ils manquent du minimum vital, n'est vraiment pas opportun. Un mot à leur endroit n'aurait pas été de trop.»

NOURREDINE BAHBOUH
(PRÉSIDENT DE L'UFDS) :
«Nous préférons attendre pour voir»

«Nous prenons acte des engagements pris et dont nous ne pouvons douter. Ceci dit, nous préférons attendre pour voir au fur et à mesure que le processus électoral avance. Nous

ne nous faisons pas de ces élections un point de fixation puisque notre parti est naissant et nous nous inscrivons dans la durée. Les élections de mai prochain ne sont pour nous qu'une simple halte.»

SOFIANE DJILLALI (PRÉSIDENT
DE DJIL EL DJADID) :
«Nous ne nous faisons
pas beaucoup d'illusions
à l'égard de ces élections»

«Nous ne sommes pas surpris par ce discours puisqu'il était attendu par le commun des mortels et constitue une suite logique à ce qui était prévu depuis des mois. Ceci étant, nous estimons que ce discours aurait pu être décalé en raison des intempéries que connaît une majeure partie du pays. Mais nous ne nous étonnons pas outre mesure puisque nos gouvernants sont loin des préoccupations des citoyens fatigués par tant d'engagements jamais honorés.

Si nous ne sommes pas des partisans de la diabolisation, nous ne sommes pas aussi si naïfs. Nous ne considérons pas ces élections comme aussi stratégiques, tel que veulent le faire croire beaucoup. Nous nous inscrivons en faux contre cette floraison de partis politiques créés juste pour les besoins des élections du 10 mai prochain.

Nous ne nous faisons pas beaucoup d'illusions à l'égard de ces élections qui sont, pour nous, une occasion de mettre en avant nos idées, de présenter notre projet de société aux Algériens.»

DJAMAL BENABDESLAM
(FONDATEUR DU FAN) :
«L'Algérie ne peut se permettre
de rater cet événement»

«Nous prenons acte de ce discours mais nous pensons que le plus important reste la pratique car bien d'instructions et de consignes ont été données par le passé mais sans être appliquées sur le terrain.

AMARA BENYOUNÈS (PRÉSIDENT
DE L'UDR) :
«Nous appelons à une
coordination anti-fraude»

«Le discours était attendu en ce sens qu'il s'inscrit en droite ligne des dispositions constitutionnelles stipulant, entre autres, que le corps électoral se devait d'être convoqué trois mois avant le scrutin.

Il rappelle les garanties contenues dans les diverses lois déjà adoptées et interpelle les candidats, dont les ministres postulants, sur l'interdiction de l'utilisation des moyens de l'Etat dans la campagne électorale. Nous pensons, néanmoins, que le meilleur moyen d'assurer la régularité du scrutin est la surveillance par les partis eux-mêmes.

Je réitère mon appel à une coordination trans-partisane pour une surveillance la plus optimale possible de ces élections. Nous considérons qu'une participation massive à ces élections serait à même de limiter les velléités de fraude. Plus le taux de participation est élevé, plus celui de la fraude est minime. Nous avons trop donné au boycott.

Aussi, nous pensons qu'un message de soutien aux populations touchées par les intempéries n'aurait pas été de trop.»

CHAFFAA BOUAÏCHE
(SECRÉTAIRE NATIONAL
À LA COMMUNICATION AU FFS) :
«Sans commentaire»

«Pas de commentaire à faire. Nous sommes préoccupés par la préparation de notre convention nationale reportée au 17 du mois courant, mais aussi par les intempéries qui touchent une grande partie du pays.»

Propos recueillis par M. K.